

BOUTEFLIKA, UNE VRAIE FAUSSE PRÉSIDENTE À VIE

C'est désormais officiel : le « raïs » sortant, en Algérie, sera candidat à sa succession en avril, pour un 5^e mandat. Mais, très diminué par un AVC, il ne s'est plus exprimé en public depuis 5 ans...

Personne, en Algérie, n'en doutait, et pourtant la nouvelle fait frémir : Abdelaziz Bouteflika sera candidat à un cinquième mandat présidentiel lors des élections du 18 avril prochain. La nouvelle a été rendue officielle ce dimanche. Celui qui est (re)venu au pouvoir en 1999 le sera-t-il encore en 2024, lorsqu'il aura 87 ans ?

Pour un chef d'Etat africain, cette longévité ne constituerait certes pas vraiment une exception, mais dans le cas de « Boutef », comme disent les Algériens, il y a un contexte troublant : le « raïs », depuis son accident vasculaire cérébral de 2013, n'est plus que l'ombre de ce chef d'Etat flamboyant et arrogant qu'il incarne longtemps. Les Algériens, d'ailleurs, éprouvent souvent plus que de l'embarras à l'idée d'être dirigés par quelqu'un dont on doute qu'il dispose encore de toutes ses facultés intellectuelles, lui qui, dans sa chaise roulante, n'a plus pris la parole en public depuis cinq longues années...

Bouteflika, à n'en pas douter, fait partie de l'histoire de son pays. A 26 ans, il devient ministre des Affaires étrangères, dès 1963, d'un pays alors indépendant depuis un an. Poste qu'il occupera avec zèle et brio jusqu'en 1979. Alger prend à cette époque les allures de « Mecque du tiers-mondisme » et sa fougue diplomatique inversement proportionnelle à sa taille corporelle n'y est

pas étrangère.

Les choses, ensuite, tourneront au vinaigre. Accusé de corruption au moment de la mort du président Boume-

diène qu'il avait connu pendant la guerre d'indépendance, il

entame une traversée du désert qui le voit s'exiler dans le Golfe. Pour ce natif d'Oujda, du côté marocain de la frontière, la pilule est amère.

Il est déjà rentré au pays quand éclate, en 1992, une horrible « sale guerre » provoquée par le coup d'Etat militaire qui mettait fin aux victoires électorales du Front islamique du salut lors des premiers scrutins libres de l'histoire du pays. Les atrocités se multiplient et les civils paient au prix fort un conflit entre deux camps, islamistes et armée, qui ne reculent devant aucun massacre pour imposer leur loi.

En 1999, l'armée a gagné. Mais veut quitter les premiers rôles, voire se racheter une conduite. Contacté, « Boutef » finit par accepter, moyennant des pouvoirs accrus pour un président qui, en Algérie, n'incarne que le consensus des clans occultes les plus puissants. Elu sans opposant, l'homme avalise le plan des militaires qui consiste à promouvoir une « concorde civile »,

laquelle effacera les fautes - les crimes de sang ! - de la plupart des coupables, quel que fût leur camp.

Les Algériens savent gré à cet homme qui sort le pays de cette infâme « *décennie noire* ». Qui plus est, les prix des hydrocarbures à la hausse jusqu'en 2014 l'aideront dans sa tâche de gestionnaire, le rendant capable d'ouvrir les cordons de la bourse pour les infrastructures économiques et sociales. Peu importe, à ce moment, si la démocratie reste dans les limbes, le calme revient et la population respire enfin. La réelle popularité de « Boutef » date de cette époque.

Depuis son AVC, en revanche, l'impasse politique apparaît au grand jour et dans toute son aberration. Sans consensus, ceux que la rue appelle « *les décadents* » conservent pour le moment à la tête (très virtuelle)

de l'Etat un homme que d'aucuns ont déjà momifié. Le site satirique El Manchar se faisait cruel le 30 janvier dernier : « *Selon un communiqué de la présidence, Abdelaziz Bouteflika, ne sera pas candidat à sa propre succession. Il préfère être directement élu* » puisque « *de toute façon les dés sont pipés* ».

BAUDOUIN LOOS